

Délibération n° 2018-11-29/6

Objet : Décision modificative n° 2 – Budget de la commune

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 29 NOVEMBRE 2018**

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 23 novembre 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

La séance a été publique.

Présents : J.P. Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne
M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivresse - O. Boudet – C. Moreteau - B. Rodriguez – M. Litton - F. Boyer -
J.M. Leïendeckers – R. Casas Mateu – A. Jamet - B. Cosme – I. Gianiel

Absents représentés : G. Riguidel excusé, pouvoir à M. Pellet - S. Riscal excusée, pouvoir à J.M. Malek - A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – B. Deltour excusé, pouvoir à J.P. Rico – G. Della Ragione excusé, pouvoir à X. Mirault - S. Waselynck excusé, pouvoir à A. Jamet

Absents : C. Germain – A. Estève - C. Prost

Monsieur Marc PELLET, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

Lors de sa séance du 27 septembre 2018, le Conseil municipal a approuvé le rapport 2018 de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans cette même séance de Conseil municipal, les élus ont approuvé le montant de l'attribution de compensation définitive de la commune de Pérols pour l'exercice 2018, pour un montant de 356 625,00 € **en investissement** avec la prise en compte de la GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations), compétence transférée et confiée à la Métropole (par les lois de décentralisation n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et n° 2015-991 du 7 août 2015) depuis le 1^{er} janvier 2018.

Une partie de la compétence était exercée par la commune ; aussi, il convient de constater le transfert de charges lié au transfert de compétence pour un montant de 18 425,00 € ; ainsi que la participation de la commune aux Aires d'Accueil des Gens du Voyage pour un montant de

18 206,00 €.

Parallèlement, les élus ont approuvé le montant de l'attribution de compensation définitive de la commune de Pérols pour l'exercice 2018, pour un montant de 1 579 188,18 € **sur les charges de fonctionnement** avec la prise en compte :

- des charges liées à la compétence GEMAPI à hauteur de 15 198,00 €,

- de l'instauration d'une taxe de séjour intercommunale imposant le transfert de la recette perçue jusqu'alors par la commune à hauteur de 35 223,48 € (déduction faite du reversement au Département).

Réajustement chapitre 65, chapitre 77 et chapitre 011 :

Le coût de l'expertise judiciaire diligentée par le Tribunal administratif dans son ordonnance du 04/10/2018 – n° dossier [1702286-1704650-8](#) – COMMUNE / CONSEIL DEPARTEMENT / METROPOLE, expertise relative aux sédiments encombrant le domaine fluvial du port (48 500,00 €), a été comblée en partie par l'annulation du rattachement de la dépense 2017 prévue pour le litige en cours avec le CDG34.

En effet, le jugement en appel pour les titres 2016 relatifs au salaire d'un agent remis à disposition de cette organisation n'a pas encore été prononcé. La provision est effective pour chaque exercice et sera utilisée si nécessaire.

FONCTIONNEMENT / INVESTISSEMENT	CHAPITRE	NATURE	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	011 - CHARGES GENERALES	6227 - Frais d'actes et de contentieux	42 000,00 €	
	65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	6541 - Créances admises en non-valeur	6 500,00 €	
		6542 - Créances éteintes	-6 500,00 €	
	77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	7718 - Autres prod. Except. sur opé. De gestion		42 000,00 €
Total FONCTIONNEMENT			42 000,00 €	42 000,00 €
INVESTISSEMENT	13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1385 - Groupements de collectivités	37 000,00 €	
	20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2031 - Frais d'études	22 000,00 €	
		2051 - Concessions et droits similaires	-14 000,00 €	
	21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21318 - Autres bâtiments publics	-45 000,00 €	
Total INVESTISSEMENT			0,00 €	
Total général			42 000,00 €	42 000,00 €

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 24 voix (2 abstentions : A. Jamet – S. Waselynck).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
 pour extrait conforme le 29 novembre 2018
 Le Maire
 Jean-Pierre RICO

